

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is op tijd maatregelen te nemen om het schooljaar 2000-2001 te organiseren;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Cultuur en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor het schooljaar 2000-2001 zijn volgende normen niet van toepassing op de "Krankenpflegeschule, Hillstraße 7, 4700 Eupen" :

1° de rationalisatienormen bepaald in hoofdstuk II van het koninklijk besluit nr. 541 van 31 maart 1987 houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het aanvullend secundair beroepsonderwijs en tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 460 van 17 september 1986 tot vaststelling van het rationalisatieplan en het programmatieplan van het hoger onderwijs van het korte type en tot wijziging van de wetgeving betreffende de organisatie van het hoger onderwijs van het lange type;

2° de normen bepaald in artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 301 van 31 maart 1984 houdende vaststelling van de minimale studentenbevolking van de afdelingen van het hoger onderwijs van korte type met volledig leerplan;

3° de rationalisatienormen bepaald in de afdeling 2 van het koninklijk besluit nr. 460 van 17 september 1986 tot vaststelling van het rationalisatieplan en het programmatieplan van het hoger onderwijs van het korte type en tot wijziging van de wetgeving betreffende de organisatie van het hoger onderwijs van het lange type.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 2000.

Art. 3. De Minister bevoegd inzake Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 8 februari 2001.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,

Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport,

K.H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs en Vorming, Cultuur en Toerisme,

B. GENTGES

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 1208

[C — 2001/27257]

26 AVRIL 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon instituant le congé politique pour les membres du personnel des services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services du Gouvernement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 25 juillet 1996 et 10 juin 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 instituant le congé politique pour les membres du personnel des organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 25 juillet 1996 et 10 juin 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 novembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 novembre 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 17 novembre 2000;

Vu l'approbation du Ministre fédéral des Pensions, donnée le 29 janvier 2001;

Vu le protocole de négociation syndicale n° 323 du Comité de secteur n° XVI, établi le 8 décembre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 22 novembre 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 31.242/2 du Conseil d'Etat, donné le 26 mars 2001 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les membres du personnel des services du Gouvernement et des organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne visés à l'article 1^{er} du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne ont droit dans les cas et selon les modalités fixés ci-après, à un congé politique pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée.

Art. 2. Par "membres du personnel", il faut entendre, au sens du présent arrêté, les fonctionnaires, les stagiaires et les membres du personnel engagés par contrat de travail.

Par "congé politique pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée", il faut entendre :

1° une dispense de service qui n'a aucune incidence sur la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel;

2° un congé politique facultatif accordé à la demande des membres du personnel;

3° un congé politique d'office auquel les membres du personnel ne peuvent pas renoncer.

Art. 3. A la demande des membres du personnel et dans les limites fixées ci-après, une dispense de service de la durée mentionnée est accordée pour l'exercice des mandats politiques suivants :

1° conseiller communal, lorsque l'intéressé n'est ni bourgmestre, ni échevin : deux jours par mois;

2° membre d'un conseil de l'aide sociale autre que le président : deux jours par mois;

3° membre du Conseil de la Communauté germanophone, autre que le président : deux jours par mois;

4° conseiller provincial lorsque l'intéressé n'est pas membre de la députation permanente du conseil provincial : deux jours par mois;

5° membre de la Commission communautaire commune, de la Commission communautaire française ou de la Commission communautaire flamande autre que le président : un demi-jour par mois.

La dispense de service se prend à la convenance de l'intéressé. Elle ne peut être reportée d'un mois à l'autre sauf lorsqu'elle est accordée pour l'exercice d'un mandat de conseiller provincial.

Art. 4. A la demande des membres du personnel et dans les limites fixées ci-après, un congé politique facultatif de la durée mentionnée est accordé pour l'exercice des mandats politiques suivants :

1° conseiller communal, lorsque l'intéressé n'est ni bourgmestre ni échevin, d'une commune comptant :

a) jusqu'à 80.000 habitants : 2 jours par mois;

b) plus de 80.000 habitants : 4 jours par mois;

2° membre d'un conseil de l'aide sociale, lorsque l'intéressé n'est ni président ni membre du bureau permanent, d'une commune comptant :

a) jusqu'à 80.000 habitants : 2 jours par mois;

b) plus de 80.000 habitants : 4 jours par mois;

3° échevin ou président du conseil de l'aide sociale d'une commune comptant :

a) jusqu'à 30.000 habitants : 4 jours par mois;

b) de 30.001 à 50.000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;

c) de 50.001 à 80.000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;

4° bourgmestre d'une commune comptant :

a) jusqu'à 30.000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;

b) de 30.001 à 50.000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;

5° membre du bureau permanent d'un conseil de l'aide sociale d'une commune comptant :

a) jusqu'à 10.000 habitants : 2 jours par mois;

b) de 10.001 à 20.000 habitants : 3 jours par mois;

c) plus de 20.000 habitants : 5 jours par mois;

6° conseiller provincial lorsque l'intéressé n'est pas membre de la députation permanente du conseil provincial : 4 jours par mois;

7° membre du Conseil de la Communauté germanophone, autre que le président : 2 jours par mois.

Art. 5. Les membres du personnel sont mis en congé politique d'office de la durée mentionnée pour l'exercice des mandats politiques suivants :

1° bourgmestre d'une commune comptant :

a) jusqu'à 20.000 habitants : 3 jours par mois;

b) de 20.001 à 30.000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;

c) de 30.001 à 50.000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;

d) plus de 50.000 habitants : à temps plein;

2° échevin dans une commune comptant :

a) jusqu'à 20.000 habitants : 2 jours par mois;

b) de 20.001 à 30.000 habitants : 4 jours par mois;

c) de 30.001 à 50.000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;

d) de 50.001 à 80.000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;

e) plus de 80.000 habitants : à temps plein;

3° président du conseil de l'aide sociale dans une commune comptant :

a) jusqu'à 20.000 habitants : 2 jours par mois;

b) de 20.001 à 30.000 habitants : 4 jours par mois;

c) de 30.001 à 50.000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;

d) de 50.0001 à 80.000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;

e) plus de 80.000 habitants : à temps plein;

4° membre de la députation permanente d'un conseil provincial : à temps plein;

5° président du Conseil de la Communauté germanophone : à temps plein;

6° président de la Commission communautaire commune, de la Commission communautaire française ou de la Commission communautaire flamande : à temps plein;

7° membre d'une des Chambres législatives, du Parlement européen, d'un Conseil de Communauté autre que celui de la Communauté germanophone : à temps plein;

8° ministre ou secrétaire d'Etat fédéral, communautaire ou membre de la Commission des Communautés européennes : à temps plein;

9° membre du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale : à temps plein;

10° membre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ou secrétaire d'Etat de la Région de Bruxelles-capitale : à temps plein.

Le congé politique d'office prend cours à la date de la prestation de serment qui suit l'élection ou la désignation au mandat politique visé.

Art. 6. Les membres du personnel qui disposent de congés politiques d'office dans le cadre du présent arrêté arrêtent en début de mois le calendrier de leurs jours de congés politiques en question.

En ce qui concerne les dispenses de service et les congés politiques facultatifs, ceux-ci peuvent être pris, après en avoir avisé le chef de service, avec un minimum d'une heure, sans pour autant que la somme de ceux-ci ne dépasse le total mensuel des dispenses de service et des congés politiques facultatifs autorisés.

Les membres du personnel qui n'exercent pas une fonction à temps plein sont néanmoins mis en congé politique d'office à temps plein pour l'exercice d'un mandat politique prévu à l'article 5 pour autant qu'y corresponde un congé politique d'office d'au moins la moitié d'un emploi à temps plein.

Art. 7. Pour l'application des articles 4 et 5, le nombre d'habitants est déterminé conformément aux dispositions des articles 5 et 29 de la nouvelle loi communale.

Art. 8. Les périodes couvertes par un congé politique facultatif ou un congé politique d'office ne sont pas rémunérées. Elles sont cependant assimilées à des périodes d'activité de service.

Pour les membres du personnel engagés par contrat de travail, ce dernier est suspendu pendant les périodes couvertes par le congé politique facultatif ou d'office. Celles-ci sont cependant prises en considération comme services admissibles en vue de l'avancement de traitement.

Art. 9. § 1^{er}. Le congé politique expire au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui de la fin du mandat.

A ce moment, l'intéressé recouvre ses droits statutaires ou contractuels. S'il n'a pas été remplacé dans son emploi, il occupe cet emploi lorsqu'il reprend son activité. S'il a été remplacé, l'intéressé se remet à la disposition du Gouvernement qui statue sur sa réaffectation.

§ 2. Après leur réintégration, les membres du personnel ne peuvent pas cumuler leur traitement avec des avantages qui sont liés à l'exercice d'un mandat politique visé à l'article 5 et qui tiennent lieu d'indemnité de réadaptation.

Art. 10. Après un an de congé à temps plein, l'emploi occupé par l'agent en congé à temps plein peut être déclaré vacant.

Art. 11. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services du Gouvernement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 25 juillet 1996 et 10 juin 1999;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 instituant le congé politique pour les membres du personnel des organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 25 juillet 1996 et 10 juin 1999.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication.

Art. 13. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 avril 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 1208

[C — 2001/27257]

26. APRIL 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung eines politischen Urlaubs für die Personalmitglieder der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 3, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. April 1995 zur Einführung eines politischen Urlaubs für die Personalmitglieder der Dienststellen der Regierung, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 und vom 10. Juni 1999;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. April 1995 zur Einführung eines politischen Urlaubs für die Personalmitglieder der der Wallonischen Region unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 und vom 10. Juni 1999;

Aufgrund des am 20. November 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 22. November 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 17. November 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund der am 29. Januar 2001 gegebenen Genehmigung des föderalen Ministers der Pensionen;

Aufgrund des am 8. Dezember 2000 aufgestellten Protokolls der Gewerkschaftsverhandlung Nr. 323 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 22. November 2000 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 26. März 2001 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 31.242/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

Artikel 1 - Die in Artikel 1 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, erwähnten Personalmitglieder der Dienststellen der Regierung und der der Wallonischen Region unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses haben Recht auf einen politischen Urlaub zwecks der Ausübung eines politischen Mandats oder eines Amtes, das ihm gleichgestellt werden kann, und zwar in den nachstehenden Fällen und unter Einhaltung der hierunter festgelegten Modalitäten.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter "Personalmitgliedern" die endgültig ernannten oder zur Probezeit zugelassenen Bediensteten sowie die vertraglich angestellten Personalmitglieder. Unter "politischem Urlaub zwecks der Ausübung eines politischen Mandats oder eines Amtes, das ihm gleichgestellt werden kann" versteht man:

1° eine Dienstbefreiung, die keine Auswirkung auf die Verwaltungs- und Besoldungslage der Personalmitglieder hat;

2° einen nicht obligatorischen politischen Urlaub, der auf Antrag der Personalmitglieder gewährt wird;

3° einen von Amts wegen gewährten politischen Urlaub, auf den die Personalmitglieder nicht verzichten können.

Art. 3 - Auf Antrag der Personalmitglieder und im nachstehend festgelegten Rahmen wird eine Dienstbefreiung mit der angegebenen Dauer zwecks der Ausübung der folgenden politischen Mandate gewährt:

1° Gemeindeberater, der weder Bürgermeister noch Schöffe ist: zwei Tage pro Monat;

2° Mitglied eines Rates für Sozialhilfe, der nicht dessen Vorsitzender ist: zwei Tage pro Monat;

3° Mitglied des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft, mit Ausnahme des Vorsitzenden: zwei Tage pro Monat;

4° Provinzialberater, wenn der Betroffene kein Mitglied des Ständigen Ausschusses ist: zwei Tage pro Monat;

5° Mitglied der gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Französischen Gemeinschaftskommission oder der Flämischen Gemeinschaftskommission, mit Ausnahme des Vorsitzenden: ein halber Tag pro Monat.

Die Dienstbefreiung lässt sich nach Belieben des Betroffenen pro Tag oder halben Tag nehmen. Sie kann nicht von einem Monat auf den folgenden übertragen werden, außer wenn sie zwecks der Ausübung eines Mandats als Provinzialberater gewährt worden ist.

Art. 4 - Auf Antrag der Personalmitglieder und im nachstehend festgelegten Rahmen wird ein nicht obligatorischer politischer Urlaub mit der angegebenen Dauer zwecks der Ausübung eines der folgenden politischen Mandate gewährt:

1° Gemeindeberater, wenn der Betroffene weder Bürgermeister noch Schöffe ist, einer Gemeinde:

a) bis zu 80.000 Einwohnern: 2 Tage pro Monat;

b) von mehr als 80.000 Einwohnern: 4 Tage pro Monat;

2° Mitglied eines Rates für Sozialhilfe, wenn der Betroffene weder Vorsitzender noch Mitglied des Vorstands ist, einer Gemeinde:

a) bis zu 80.000 Einwohnern: 2 Tage pro Monat;

b) von mehr als 80.000 Einwohnern: 4 Tage pro Monat;

3° Schöffe oder Vorsitzender des Rates für Sozialhilfe einer Gemeinde:

a) bis zu 30.000 Einwohnern: 4 Tage pro Monat;

b) von 30.001 bis 50.000 Einwohnern: das Viertel einer Vollzeitbeschäftigung;

c) von 50.001 bis 80.000 Einwohnern: die Hälfte einer Vollzeitbeschäftigung;

4° Bürgermeister einer Gemeinde:

a) bis zu 30.000 Einwohnern: das Viertel einer Vollzeitbeschäftigung;

b) von 30.001 bis 50.000 Einwohnern: die Hälfte einer Vollzeitbeschäftigung;

5° Mitglied des Vorstands eines Rates für Sozialhilfe einer Gemeinde:

a) bis zu 10.000 Einwohnern: 2 Tage pro Monat;

b) von 10.001 bis 20.000 Einwohnern: 3 Tage pro Monat;

c) von mehr als 20.000 Einwohnern: 5 Tage pro Monat;

6° Provinzialberater, wenn der Betroffene kein Mitglied des ständigen Ausschusses des Provinzialrates ist: 4 Tage pro Monat;

7° Mitglied des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft, mit Ausnahme des Vorsitzenden: 2 Tage pro Monat.

Art. 5 - Die Personalmitglieder werden von Amts wegen in einen politischen Urlaub mit der angegebenen Dauer zwecks der Ausübung der folgenden politischen Mandate versetzt:

1° Bürgermeister einer Gemeinde:

a) bis zu 20.000 Einwohnern: 3 Tage pro Monat;

b) von 20.001 bis 30.000 Einwohnern: das Viertel einer Vollzeitbeschäftigung;

c) von 30.001 bis 50.000 Einwohnern: die Hälfte einer Vollzeitbeschäftigung;

d) von mehr als 50.000 Einwohnern: vollzeitig;

2° Schöffe einer Gemeinde:

a) bis zu 20.000 Einwohnern: 2 Tage pro Monat;

b) von 20.001 bis 30.000 Einwohnern: 4 Tage pro Monat;

c) von 30.001 bis 50.000 Einwohnern: das Viertel einer Vollzeitbeschäftigung;

d) von 50.001 bis 80.000 Einwohnern: die Hälfte einer Vollzeitbeschäftigung;

e) von mehr als 80.000 Einwohnern: vollzeitig;

3° Vorsitzender des Rates für Sozialhilfe einer Gemeinde:

a) bis zu 20.000 Einwohnern: 2 Tage pro Monat;

c) von 20.001 bis 30.000 Einwohnern: 4 Tage pro Monat;

d) von 30.001 bis 50.000 Einwohnern: das Viertel einer Vollzeitbeschäftigung;

e) von 50.001 bis 80.000 Einwohnern: die Hälfte einer Vollzeitbeschäftigung;

f) von mehr als 80.000 Einwohnern: vollzeitig;

4° Mitglied des ständigen Ausschusses eines Provinzialrates: vollzeitig;

5° Vorsitzender des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft: vollzeitig;

6° Vorsitzender der gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Französischen Gemeinschaftskommission oder der Flämischen Gemeinschaftskommission: vollzeitig;

7° Mitglied einer der gesetzgebenden Kammern, des Europäischen Parlaments, eines Gemeinschaftsrates, mit Ausnahme des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft: vollzeitig;

8° föderaler, gemeinschaftlicher, regionaler Minister oder Staatssekretär oder Mitglied der Kommission der Europäischen Gemeinschaften: vollzeitig;

9° Mitglied des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt: vollzeitig;

10° Mitglied der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt oder Staatssekretär der Region Brüssel-Hauptstadt: vollzeitig.

Der von Amts wegen gewährte politische Urlaub beginnt am Datum der Eidesleistung, die der Wahl oder der Bezeichnung zum erwähnten politischen Mandat folgt.

Art. 6 - Die Personalmitglieder, die im Rahmen des vorliegenden Erlasses über einen von Amts wegen gewährten politischen Urlaub verfügen, legen Anfang jedes Monats die Planung ihrer betreffenden politischen Urlaubstage fest.

Was die Dienstbefreiungen und nicht obligatorischen politischen Urlaubstage betrifft, können diese, nachdem der Dienstleiter in Kenntnis gesetzt wurde, mit einer Mindestdauer von einer Stunde in Anspruch genommen werden, ohne dass deren Summe die monatliche Gesamtsumme der zugelassenen Dienstbefreiungen und nicht obligatorischen politischen Urlaubstage überschreitet.

Die Personalmitglieder, die nicht ein vollzeitiges Amt ausüben, werden jedoch von Amts wegen in einen vollzeitigen politischen Urlaub zwecks der Ausübung eines in Artikel 5 vorgesehenen politischen Mandats versetzt, soweit der entsprechende, von Amts wegen gewährte politische Urlaub mindestens die Hälfte einer Vollzeitbeschäftigung beträgt.

Art. 7 - Für die Anwendung der Artikel 4 und 5 wird die Anzahl Einwohner gemäß den Bestimmungen der Artikel 5 und 29 des neuen Gemeindegesetzes festgelegt.

Art. 8 - Die Dauer des nicht obligatorischen oder von Amts wegen gewährten politischen Urlaubs wird nicht entlohnt. Sie wird jedoch Dienstperioden gleichgestellt.

Was die vertragsangestellten Personalmitglieder betrifft, wird der Vertrag während der Dauer des nicht obligatorischen oder von Amts wegen gewährten politischen Urlaubs ausgesetzt. Für die Beförderung im Gehalt wird diese Dauer jedoch als zulässige Dienstleistungszeit berücksichtigt.

Art. 9 - § 1. Der politische Urlaub endet spätestens am letzten Tag des Monats, der dem Ende des Mandats folgt.

Zu diesem Zeitpunkt erhält der Betroffene seine statutarischen oder vertraglichen Rechte zurück. Wenn er in seiner Stelle nicht ersetzt worden ist, besetzt er diese Stelle wieder, wenn er seine Tätigkeit wieder aufnimmt. Wenn er ersetzt worden ist, wird er gemäß den von der Regierung festgelegten Bestimmungen in eine andere Stelle versetzt.

§ 2. Nach der Wiederaufnahme ihres früheren Amtes sind die Personalmitglieder nicht berechtigt, ihr Gehalt mit eventuellen Vorteilen, die mit der Ausübung von in Artikel 5 erwähnten politischen Mandaten verbunden sind und irgendeiner Vergütung zur Wiederanpassung entsprechen, zu verbinden.

Art. 10 - Nach einem Jahr vollzeitigen Urlaubs kann die von dem vollzeitig beurlaubten Bediensteten besetzte Stelle für vakant erklärt werden.

Art. 11 - Folgende Erlasse werden außer Kraft gesetzt:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. April 1995 zur Einführung eines politischen Urlaubs für die Personalmitglieder der Dienststellen der Regierung, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 und vom 10. Juni 1999;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. April 1995 zur Einführung eines politischen Urlaubs für die Personalmitglieder der der Wallonischen Region unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 und vom 10. Juni 1999.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats, der auf seine Veröffentlichung folgt, in Kraft.

Art. 13 - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. April 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 1208

[C — 2001/27257]

26 APRIL 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren

De Waalse Regering,

Gelet op bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995 tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de diensten van de Regering, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 25 juli 1996 en 10 juni 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995 tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 25 juli 1996 en 10 juni 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financien, gegeven op 20 november 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 november 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 17 november 2000;

Gelet op de goedkeuring van de federale Minister van Pensioen, gegeven op 29 januari 2001;

Gelet op het onderhandelingsprotocol met de vakbonden nr. 323 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 8 december 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 22 november 2000 betreffende de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies nr 31.242/2 van de Raad van State, gegeven op 26 maart 2001 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De personeelsleden van de diensten van de Regering en van de instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, bedoeld in artikel 1 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, hebben, in de hierna vermelde gevallen en overeenkomstig de hierna bepaalde regels, recht op politiek verlof voor het uitoefenen van een politiek mandaat of een ermee gelijkgesteld ambt.

Art. 2. In de zin van dit besluit moet onder "personeelsleden" worden verstaan : de ambtenaren, de stagiairs en de personeelsleden aangeworven bij arbeidsovereenkomst.

Onder "politiek verlof voor het uitoefenen van een politiek mandaat of een ermee gelijkgesteld ambt" dient te worden verstaan :

1° een dienstvrijstelling die geen weerslag heeft op de administratieve en geldelijke toestand van de personeelsleden;

2° een facultatief politiek verlof dat op aanvraag van de personeelsleden wordt toegekend;

3° een politiek verlof van ambtswege waaraan de personeelsleden zich niet kunnen onttrekken.

Art. 3. Op aanvraag van de personeelsleden en binnen de hierna vastgestelde grenzen wordt volgende dienstvrijstelling toegekend voor de uitoefening van hieronder vermelde politieke mandaten :

1° gemeenteraadslid indien betrokkene geen burgemeester of schepen is : twee dagen per maand;

2° lid van een raad voor maatschappelijk welzijn indien betrokkene daar geen voorzitter van is : twee dagen per maand;

3° lid van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap indien betrokkene daar geen voorzitter van is : twee dagen per maand;

4° provincieraadslid indien betrokkene geen lid is van de bestendige deputatie van de provincieraad : twee dagen per maand;

5° lid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of van de Vlaamse Gemeenschapscommissie indien betrokkene daar geen voorzitter van is : een halve dag per maand.

De dienstvrijstelling wordt naar keuze van betrokkene genomen. Ze mag niet van één maand naar de andere worden overgedragen tenzij ze toegekend wordt voor het uitoefenen van een mandaat van provincieraadslid.

Art. 4. Op aanvraag van de personeelsleden en binnen de hierna vastgestelde grenzen wordt volgend facultatief politiek verlof toegekend voor de uitoefening van de hieronder vermelde politieke mandaten :

1° gemeenteraadslid, indien betrokkene geen burgemeester of schepen is, in een gemeente :

a) tot 80.000 inwoners : 2 dagen per maand;

b) met meer 80.000 inwoners : 4 dagen per maand;

2° lid van een raad voor maatschappelijk welzijn, indien betrokkene geen voorzitter of lid van het bestendig bureau is, in een gemeente :

a) tot 80.000 inwoners : 2 dagen per maand;

b) met meer dan 80.000 inwoners : 4 dagen per maand;

3° schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente :

a) tot 30.000 inwoners : 4 dagen per maand;

b) met 30.001 tot 50.000 inwoners : het vierde van een voltijds ambt;

c) met 50.001 tot 80.000 inwoners : de helft van een voltijds ambt;

4° burgemeester van een gemeente :

a) tot 30.000 inwoners : het vierde van een voltijds ambt;

b) met 30.001 tot 50.000 inwoners : de helft van een voltijds ambt;

5° lid van het bestendig bureau van een raad voor gemeenschappelijk welzijn in een gemeente;

a) tot 10.000 inwoners : 2 dagen per maand;

b) met 10.001 tot 20.000 inwoners : 3 dagen per maand;

c) met meer dan 20.000 inwoners : 5 dagen per maand;

6° provincieraadslid indien betrokkene geen lid is van de bestendige deputatie van de provincieraad : 4 dagen per maand;

7° lid van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap indien betrokkene daar geen voorzitter van is : 2 dagen per maand.

Art. 5. De personeelsleden worden van ambtswege op politiek verlof gesteld voor de uitoefening van hieronder vermelde politieke mandaten :

1° burgemeester van een gemeente :

a) tot 20.000 inwoners : 3 dagen per maand;

b) met 20.001 tot 30.000 inwoners : het vierde van een voltijds ambt;

c) met 30.001 tot 50.000 inwoners : de helft van een voltijds ambt;

d) met meer dan 50.000 inwoners : voltijds;

2° schepen in een gemeente :

a) tot 20.000 inwoners : 2 dagen per maand;

b) met 20.001 tot 30.000 inwoners : 4 dagen per maand;

c) met 30.001 tot 50.000 inwoners : het vierde van een voltijds ambt;

d) met 50.001 tot 80.000 inwoners : de helft van een voltijds ambt;

e) met meer dan 80.000 inwoners : voltijds;

3° voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente :

- a) tot 20.000 inwoners : 2 dagen per maand;
- b) met 20.001 tot 30.000 inwoners : 4 dagen per maand;
- c) met 30.001 tot 50.000 inwoners : het vierde van een voltijds ambt;
- d) met 50.001 tot 80.000 inwoners : de helft van een voltijds ambt;
- e) met meer dan 80.000 inwoners : voltijds;

4° lid van de bestendige deputatie van een provincieraad : voltijds;

5° voorzitter van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap : voltijds;

6° voorzitter van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of de Vlaamse Gemeenschapscommissie : voltijds

7° lid van een wetgevende Kamer, van het Europees Parlement, van een andere Gemeenschapsraad dan die van de Duitstalige Gemeenschap : voltijds;

8° minister, federale of communautaire Staatssecretaris of lid van de Commissie van de Europese Gemeenschappen : voltijds;

9° lid van de Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : voltijds;

10° lid van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : voltijds.

Het politiek verlov van ambtswege loopt vanaf de datum van de eedaflegging die volgt op de verkiezing of de aanstelling voor het bedoelde politieke mandaat.

Art. 6. De personeelsleden die beschikken over politieke verloven van ambtswege in het kader van voorliggend besluit stellen in het begin van elke maand de kalender van hun politieke verlofdagen vast.

Wat betreft de dienstvrijstellingen en de facultatieve politieke verloven, ze mogen alleen worden opgenomen op voorwaarde dat het diensthoofd op de hoogte daarvan wordt gebracht; ze moeten echter minimum één uur bedragen en moeten tezamen niet hoger zijn dan het maandelijks totaal van de goedgekeurde dienstvrijstellingen en facultatieve politieke verloven.

De personeelsleden die geen voltijds ambt bekleden worden echter van ambtswege op voltijds politiek verlov gesteld voor de uitoefening van een in artikel 5 bedoeld politiek mandaat voor zover een politiek verlov van ambtswege dat overeenstemt met minstens de helft van een voltijds ambt, daarmee verbonden is.

Art. 7. Voor de toepassing van artikelen 4 en 5 wordt het aantal inwoners vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikelen 5 en 29 van de nieuwe Gemeentewet.

Art. 8. De periodes gedekt door een facultatief politiek verlov of een politiek verlov van ambtswege worden niet bezoldigd. Zij worden echter gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit.

Wat betreft de bij arbeidsovereenkomst aangeworven personeelsleden, wordt deze overeenkomst geschorst tijdens de periodes gedekt door een facultatief politiek verlov of een politiek verlov van ambtswege. Die worden echter beschouwd als diensten die in aanmerking komen voor bevordering tot een hogere wedde.

Art. 9. § 1. Het politiek verlov eindigt uiterlijk op de laatste dag van de maand die volgt op het einde van het mandaat.

Vanaf dat ogenblik wordt betrokkene in zijn statutaire of contractuele rechten hersteld. Indien hij niet in zijn ambt is vervangen, bekleedt hij opnieuw dit ambt wanneer hij zijn dienst hervat. Indien hij vervangen is, stelt hij zich ter beschikking van de Regering die beslist over zijn nieuwe aanstelling.

§ 2. Na herstel in hun ambt mogen de personeelsleden hun wedde niet samen genieten met voordelen die verbonden zijn met de uitoefening van een in artikel 5 bedoeld mandaat en die een wederaanpassingsvergoeding uitmaken.

Art. 10. Na één jaar voltijds verlov mag het door een personeelslid met voltijds verlov bekleed ambt vacant worden verklaard.

Art. 11. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995 tot instelling van het politiek verlov voor de personeelsleden van de diensten van de Regering, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 25 juli 1996 en 10 juni 1999;

2° het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995 tot instelling van het politiek verlov voor de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 25 juli 1996 en 10 juni 1999.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op zijn bekendmaking.

Art. 13. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 april 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL